

COTE D'IVOIRE : IL EST URGENT D'ARRETER L'ESCALADE !!!

Après la table ronde de Marcoussis, la situation politique et militaire en Côte d'Ivoire semble beaucoup plus complexe qu'avant, et peu de gens se hasardent à proposer une lecture un tant soit peu cohérente des faits.

Et pourtant, tous les éléments du puzzle sont là, évidents : c'est l'histoire du pyromane-pompier qui, au berger n'arrivant plus à protéger ses moutons malgré ses chiens fidèles, lui propose de confier la garde de son troupeau aux loups affamés, et de l'air le plus sérieux du monde, ajoute : « C'est la meilleure solution, je n'en vois pas d'autres ! »

La France, en Côte d'Ivoire comme dans la plupart de ses anciennes colonies africaines, continue malgré leur indépendance formelle à piller leurs richesses, à s'ingérer dans leurs affaires intérieures, installant et déposant à sa guise les régimes, en fonction de la satisfaction de ses intérêts propres, et aux dépens des peuples de ces pays. Elle est prête à fermer les yeux, voire à provoquer des massacres de populations civiles autochtones, pourvu que ses intérêts – le plus souvent crapuleux – soient saufs.

L'emballement de la crise au retour de Marcoussis était à un tel point prévisible, qu'il est permis de se demander si cela n'a pas été fait à dessein !.

En effet, comment comprendre que d'autorité, en faisant fi de la situation sur le terrain, et sans aucun souci de restaurer la paix et la démocratie, Chirac allait imposer depuis Paris, un accord qui, au bout du compte, allait légitimer et imposer les forces rebelles au point de leur offrir des postes ministériels, et pas des moindres : l'intérieur et la défense.

Chirac veut imposer aux ivoiriens, un gouvernement choisi par la France. La diplomatie française est-elle à ce point naïve ou est-ce l'aveuglement de son arrogance vis à vis de l'Afrique qui veut cela ? Est-il permis de se moquer du peuple ivoirien comme le fait le tandem Chirac-De Villepin ?

Ici, le responsable de l'embrasement en Côte d'Ivoire et de la mise en péril des intérêts des Français, c'est d'abord le gouvernement français, lui-même.

Gbagbo semble désormais lâché par la France. Il est présenté comme celui qui ne veut pas respecter les accords, qui ne serait pas homme de parole et qui inciterait à la haine contre la France qui semble avoir opté pour son élimination pure et simple. Au profit de quel pion plus ... docile ?

Et les médias contribuent fortement à cette désinformation, en ne se préoccupant que des intérêts français en Côte d'Ivoire, et en les présentant comme seuls faits majeurs : On ne parle aujourd'hui que de manifestations anti-françaises, de jets de pierres sur l'Ambassade de France, et de pillage de l'Ecole Française.

Mais l'on ne dit pas un mot des risques encourus par les populations civiles ivoiriennes.

Il est clair que pour un traitement plus conséquent de la crise ivoirienne, la France, comme seul partenaire, est mal placée, car ayant avant tout ses intérêts propres à défendre ; elle ne peut pas et ne doit pas jouer seule les médiateurs.

Il est URGENT, pour éviter les massacres qui sont en train de s'organiser, de porter le conflit à un autre niveau de médiation par les instances internationales, et l'ONU nous semble la mieux indiquée.

Pour éviter tout embrasement, pour que le peuple ivoirien puisse vivre en paix, imposons au gouvernement français l'urgence de recourir à une médiation internationale pour la résolution de la crise ivoirienne !

Marseille, le 31 janvier 2003

SURVIE 13

Prière de ne pas jeter sur la voie publique. Merci